

Les grandes leçons de la chute du gouvernement Michel

Bonnes vacances

Le Roi. Le communiqué du Palais est tombé vendredi à midi. "Le Roi a accepté la démission du gouvernement et l'a chargé de l'expédition des affaires courantes, y compris, il constate une volonté politique de garantir la bonne gestion du pays jusqu'aux prochaines élections. Le Roi demande aux responsables politiques et aux institutions, en qui il réitère sa confiance, d'apporter une réponse appropriée aux défis économiques, budgétaires et intercommunaux, et aux attentes de la population, notamment sur le plan social et environnemental. Le Roi a convenu avec le président de la Chambre des représentants et avec le Premier ministre qu'ils l'informeront respectivement, à intervalles réguliers, de l'état d'avancement des travaux dans le cadre des affaires courantes."

Et le Premier ministre. Dans ce contexte, le Premier ministre Charles Michel (MR) a indiqué, vendredi après-midi, sur Twitter, avoir eu un "entretien constructif" avec le président de la Chambre Siegfried Bracke (N-VA). "Le gouvernement et la Chambre souhaitent coopérer intensément les prochains mois dans l'intérêt de nos citoyens." Confirmation au retour des vacances, le 7 janvier.

- Le Roi a accepté, vendredi, la démission du gouvernement fédéral
- Il n'y aura pas d'élections anticipées, contrairement à ce qu'espérait la N-VA.
- L'Open VLD pourrait tirer profit de la crise ; la reconduction de la coalition suédoise reste un scénario tout à fait crédible au soir du 26 mai

Analyse Antoine Clevers

Rideau sur le gouvernement Michel. Pour de bon. "Le Roi a accepté la démission du gouvernement et l'a chargé de l'expédition des affaires courantes", a annoncé le Palais dans un communiqué publié vendredi midi. Le Premier ministre Charles Michel (MR) avait présenté sa démission mardi, constatant l'impossibilité de réunir une majorité parlementaire pour soutenir l'action de son exécutif.

La crise aura duré six grosses semaines. Quelles en sont les grandes enseignements ?

1 La N-VA n'a pas réussi à forcer des élections anticipées

La chute du gouvernement est la conséquence du refus de la N-VA de voir le Pacte de l'Onu sur les migrations adopté par la Belgique. Depuis 2014 – et certainement ces dernières semaines – les nationalistes ont imposé la question migratoire tout en haut de l'agenda politique. La ligne ferme qu'ils défendent sur le sujet, celle incarnée par Theo Francken, paie. Plusieurs sondages récents, dont celui de *La Libre*, placent le parti entre 28 et 30% des intentions de vote, largement en tête au nord du pays. M. Francken, quant à lui, est la personnalité politique préférée des Flamands.

La N-VA avait donc tout intérêt à forcer des élections fédérales anticipées. Raté. Ses adversaires n'allaient pas lui faire ce cadeau. Dans son communiqué, le Roi dit constater "une volonté politique de garantir la bonne gestion du pays" jusqu'au 26 mai, date prévue des élections (fédérales, mais aussi européennes et régionales). Dans l'intervalle, ces partis auront à cœur d'imposer d'autres thématiques supposées porteuses pour eux, comme le climat, la fiscalité, l'emploi ou l'enseignement.

2 L'Open VLD pourrait tirer son épingle du jeu

Les élections locales du 14 octobre ont montré un effacement de la N-VA au profit du Vlaams Belang. C'est dans ce contexte électoral qu'il faut analyser l'intransigence du parti de Bart De Wever sur le Pacte migratoire. Selon le dernier baromètre politique de *La Libre*, la stratégie a fonctionné puisque la N-VA a entravé la fuite de ses électeurs vers le VB. En revanche, une autre partie de son électorat, effrayée par ce durcissement de ton, s'est réfugiée vers l'Open VLD (et le CD&V, dans un moindre mesure). Les libéraux flamands ont bien compris qu'ils avaient un coup à jouer. C'est la raison pour laquelle ils ont refusé tout compromis au sein de l'ancienne majorité suédoise (MR, N-VA, CD&V, Open VLD) sur l'adoption du Pacte migratoire.

En plus, la chute du gouvernement renvoie le budget 2019 aux oubliettes et, avec lui, son paquet de mesures socio-économiques chères au patronat flamand. L'Open VLD veut faire porter la responsa-

bilité de cet échec à la N-VA et, de la sorte, tenter de récupérer un électorat acquis à la cause patronale.

Cela signifie aussi qu'il ne faut pas s'attendre à ce que l'Open VLD nous beaucoup de compromis d'ordre socio-économique avec l'opposition de gauche au Parlement durant la période des affaires courantes. Mardi, alors que le Premier ministre rendait la main au centre et à la gauche, la présidente des libéraux flamands, Gwendolyn Rutten, défendait le travail accompli par le gouvernement ces quatre dernières années. "Plus de jobs, plus de pouvoir d'achat et plus de prospérité", écrivait-elle sur Twitter. "C'est pourquoi le budget et le job's deal sont si importants. C'est et ça reste notre focus." Le lendemain, sur VTM, elle renchérisait: "C'était très clair depuis le départ. Nous avons toujours défendu le projet initial de la majorité suédoise mise en place en 2014."

3 Le MR a perdu ses repères

À force de faire le grand écart, la déchirure menace. Les élections locales et les sondages ont montré que le MR est sanctionné pour sa participation au gouvernement fédéral. Dans le dernier baromètre, il passe sous la barre des 20% tant en Wallonie qu'à Bruxelles. Ecolo en tire profit, ce qui laisse penser que le MR paie son (quasi) mutisme sur les questions climatiques, ainsi que le positionnement (trop ?) ferme de l'exécutif sur les enjeux migratoires et sécuritaires. Mais après avoir fait fuir une partie de son électorat cen-

triste, le MR risque de récidiver avec son électorat le plus droitier, allergique à toute forme de colabitation avec la gauche.

Mardi, à la Chambre, le Premier ministre a retiré le budget 2019 de son gouvernement de centre droit pour proposer à l'opposition socialiste, écologiste et centriste de collaborer sur des sujets tels que le prix de l'énergie, la répartition de l'enveloppe bien-être (revalorisation des minima sociaux), la réforme des pensions ou encore le marché du travail. Le tout dans le respect de la concertation sociale... N'en jetez plus. Le lendemain, *Het Laaste Nieuws*, le journal le plus lu en Flandre, dégainait: "Charles Michel est apparu à la Chambre comme un Premier ministre prêt à faire n'importe quoi pour permettre à son gouvernement de survivre jusqu'en mai 2019."

4 La reconduction de la suédoise, un scénario parfaitement crédible

Les tensions sont fortes entre les anciens partenaires de la suédoise ; la démission du gouvernement laissera des traces dans leurs relations ; la confiance est abîmée entre la N-VA et le MR. Malgré tout cela, si elle est arithmétiquement possible au soir du 26 mai, la reconduction de la suédoise est un scénario parfaitement crédible. Le MR y verrait l'opportunité de maintenir Charles Michel au 16. Et les trois partis flamands de mener la politique de centre droit voulue par la majorité des Flamands. En politique, les rancœurs du passé sont vite oubliées sur l'ailette du pouvoir.